D'Urval à Buchenwald
Gérard de Commarque (1903-1944) un résistant périgordin méconnu

Francis A. BODDART, autoédition, juin 2021

Par Jean-Michel ADENOT, Président de HSCO

C'est à une belle biographie dépassant très largement les limites chronologiques de la Seconde Guerre mondiale que nous convie Francis A. BODDART. Son livre bien illustré et, en définitive, plutôt condensé (228 pages) fait suite à des travaux plus généraux concernant les Chantiers de Jeunesse et un répertoire des prisonniers de guerre du Périgord, aux côtés de Jean-Jacques GILLOT.

Le lecteur apprendra certainement beaucoup concernant l'origine de cette très ancienne famille locale de noblesse immémoriale, solidement implantée au cœur d'un fief agricole et forestier évoluant au gré des transmissions et des mariages. Probablement n'est-il pas nécessaire de remonter au XIIe siècle pour comprendre le drame qui va se nouer en janvier 1944. Mais la tentation était grande pour l'auteur de relier un passé aristocratique arrimé au sol périgordin à un présent toujours inscrit dans la pierre puisque Hubert, fils cadet de Gérard s'est porté acquéreur et anime la sauvegarde du château ancestral bâti sur le site historique (et préhistorique) de Commarque. La qualité de ce beau projet autorise cette saillie vers le présent.

Pour en revenir à la période, il n'est pas surprenant de voir évoluer le jeune chatelain, héritier unique, dans les méandres de l'Action française. F.A. BODDART est fondé à nous rappeler la complexité de la démarche intellectuelle des amis de Charles MAURRAS, en quête d'un royalisme autant que d'un catholicisme de raison. Une école de pensée largement et diversement commentée mais sans mise en application pratique. L'impasse s'explique autant par un positivisme intransigeant au profit d'un prétendant[1] -le futur comte de Paris- qui conservera toujours ses distances, que par une orientation religieuse trop théorisée pour être sincère, suivie de la rupture avec le Vatican en 1926. De quoi désorienter les adeptes et pimenter des relations entre élites périgordines d'avant-guerre, ce qui ne préjuge aucunement des prises de position ultérieures, comme chacun sait.

Ces dissensions dogmatiques interviennent plutôt en toile de fond, le jeune comte (orphelin de père à 28 ans) s'inscrivant dans la tradition familiale prescrivant une saine gestion du domaine et une implication concrète dans la vie locale comme maire. Toutefois, les temps ne sont pas à l'immobilisme et on devine en filigrane une société encore traditionnelle confrontée aux progrès techniques, aux évolutions des idées et donc en profonde mutation. Nous y découvrons un propriétaire exploitant de prospérité relative et un maire de village confronté aux réalités prosaïques de l'administration rurale. Ces deux dimensions structurent le quotidien de Gérard de

[1] Passons sur les bonapartistes et la branche légitimiste (BOURBON Espagne) qui ne pouvait recueillir les faveurs des maurassiens, impératif politique national oblige.

COMMARQUE et génèrent leur lot de relations humaines, renouvelées par l'arrivée de républicains espagnols exilés puis, dès 1939, de réfugiés alsaciens désorientés par la rusticité de la contrée, mais qu'il faut pourtant loger. L'exode de 1940 voit affluer de nouvelles vagues de déplacés, comprenant le court transit des autorités luxembourgeoises, grande-duchesse comprise. Les nombreux châteaux de la région, plus cossus dans l'écrin du paysage que confortables à habiter tentent les moins démunis de ces arrivants avant d'abriter, quelques années plus tard, des groupes clandestins de toutes obédiences. A l'occasion les autorités de l'Etat Français y aménagent des dépôts de fortune … Le temporaire effacement de l'occupant facilite toutes sortes de comportements, du plus pur au plus retors, portes ouvertes vers l'abnégation ou le dévoiement. Pour Gérard de COMMARQUE, ce sera le choix évident du patriotisme.

On devine l'enchaînement conduisant de l'emploi des Espagnols pour de durs travaux forestiers à leur dissimulation progressive et aussi l'évolution des rapports obligés avec l'autorité préfectorale et ses envoyés, peut-être moins motivés par les idéaux conservateurs de la Révolution Nationale que poussés par la nécessité vitale du ravitaillement des villes et les exigences de l'occupant. Dans l'ombre de cette vie publique se tissent d'autres liens, discrets, constitutifs d'un dossier de résistance bien réel d'après les sources recoupées par l'auteur. Ces prémices restent distinctes de la fourniture d'attestations et vrais-faux papiers divers délivrés dans le cadre municipal.

L'arrestation inopinée de Gérard de COMMARQUE le 5 janvier 1944 pose inévitablement question. Les motivations exactes restent obscures malgré l'enquête serrée qui nous est présentée. De quelle logique procèdent les Allemands qui l'interpellent à la suite, semble-t-il, d'une convocation administrative sans aucun rapport ? L'auteur semble persuadé de l'effet (fort probable) de la dénonciation d'un collaborateur. Il fournit à l'appui la transcription d'une lettre[2] retrouvée aux archives de la Dordogne par Guy PENAUD. Cet autre historien régional parait lui aussi convaincu, tout comme Hubert de COMMARQUE. Pourtant, d'autres motivations sont évoquées, comme la présence difficilement justifiable du comte aux horaires du couvre-feu un soir de sabotages ferroviaires, ou une possible constitution d'otage de marque. Une rencontre malheureuse le 5 janvier est également envisageable. Surtout, le cheminement de ladite lettre jusqu'aux services allemands reste incertain. Quoi qu'il en soit, l'arrestation n'intervient pas à la suite d'une traque policière ou d'une opération particulière et nous incitons le lecteur à confronter attentivement les témoignages rassemblés par F.A BODDART pour arrêter sa propre conviction. Dès 1944, personne ne semble comprendre la logique de l'arrestation de ce notable. Diverses interventions échouent et on devine un processus fatal menant de prisons françaises au KL Buchenwald.

Pour notre part, concernant ce point décisif, nous sollicitons amicalement un « complément d'enquête[3] », en particulier autour du docteur Raoul JEAN, responsable de section PPF, en rivalité locale évidente avec Gérard de COMMARQUE. On aura deviné que ce collaborateur dont le portrait nous est rapidement brossé est l'auteur de la lettre incriminée. Pourtant, cette missive n'était pas destinée aux services de la police allemande ; elle n'est donc pas à proprement parler une lettre de dénonciation. Au contraire, elle était destinée à un cadre-comparse du PPF et, après diverses accusations filandreuses visant le futur déporté, évoque étrangement (p112) le souci du rédacteur *« d'obtenir la grâce de ce malheureux* [G de COMMARQUE] *»*. Malencontreusement, le docteur disparait suite à un « engagement » avec le

[2] Les sources indiquent peut-être un peu vite : « lettre de dénonciation du Dr Raoul JEAN » AD 24, cote 1W/1807.

[3] L'auteur confesse qu'il n'a pas pu exploiter tous les fonds archivistiques pour cause de pandémie et de respect des délais de publication. Nous lui suggérons de compléter l'enquête et d'en communiquer les résultats par le truchement d'un site internet dédié.

maquis en juin 1944. Très précisément, l'arrestation programmée par un commando FFI échoue et l'intéressé comme son épouse, nous dit-on en une ligne, périt consécutivement dans l'incendie de son domicile. Il faut bien accorder à F.A BODDART et à son prédécesseur PENAUD que le profil du collaborateur ne plaide pas en sa faveur. On ne prête qu'aux riches dit-on … mais quel est son degré de culpabilité personnelle dans cette affaire ?

Toutes interrogations méthodologiques mises à part, nous poursuivons la lecture avec la triste évocation du détenu Gérard de COMMARQUE, devenu anonyme *Häftling 42152* à Buchenwald. Un univers inhumain[4] auquel rien ne l'avait préparé et qui très vite le désespère. Parti en bonne santé du Périgord, il s'épuise en quelques jours non sans avoir confié à quelques compagnons d'infortune ses sentiments et ses doutes. Une certaine pudeur nous détourne d'évoquer plus avant cette tragédie et préférons reprendre quelques mots tirés d'un autre très bel ouvrage récent[5] : *« Les récits de la déportation se ressemblent tous. Lancinants, hallucinants. Litanie des mêmes mots qui répètent la même douleur et qui, à la fin des fins, signifient que cette douleur ne parvient pas à se dire comme elle a été vécue. »*

Le dénouement tragique n'est connu que tardivement par la famille et nous suivons le pénible combat de la veuve, Marguerite de COMMARQUE, en butte à l'hostilité affichée d'un magistrat refusant, pour des raisons politiques, d'accorder le statut de déporté-résistant au profit de la simple « carte bleue » de déporté-politique. Nous connaissons parfaitement les linéaments de ces démarches, pour avoir nous-mêmes conservé l'épaisse correspondance de notre grand-mère paternelle, confrontée à la même mécanique : l'administration n'accorde la « carte rouge » de déporté-résistant -et la pension en découlant- qu'après fourniture d'attestations dites de cause à effet démontrant que l'arrestation n'était ni fortuite ni motivée par d'autres causes que l'attitude résistante du déporté. Le tout étant laissé à l'appréciation de fonctionnaires tâtillons, souvent soucieux de limiter les implications financières sous couvert d'intégrité vétilleuse. Ce qui n'est jamais simple[6] confine à l'épreuve lorsque des rancœurs politiques orientent les décisions.

Pourtant l'essentiel est préservé puisque Gérard de COMMARQUE continue à animer l'action de ses descendants et de ses amis. A presque 80 ans de distance, sa mémoire honorée de manifestations patriotiques, artistiques et maintenant littéraires démontre la persistance du souvenir.

Jean-Michel ADENOT
Président association HSCO

[4] La référence aux écrits de Jorge SEMPRUN est particulièrement pertinente. Nous recommandons au lecteur de s'attarder sur sa description de la prise en main par les communistes du sort des déportés.

[5] André KERVELLA, *Le réseau Jade l'Intelligence Service britannique au cœur de la Résistance française*, Nouveau Monde, 2021.

[6] Pour notre famille, en des circonstances moins complexes, l'administration attend 1966 (22 ans après les faits !) pour finaliser la régularisation par l'envoi d'un tube cartonné contenant le diplôme (posthume) de la Médaille de la Résistance, étant précisé que l'insigne devra être acquis séparément …